

TABLE DES MATIÈRES

Avant-Propos	11
<i>Liste récapitulative des arrêts</i>	11
<i>Évolution du nombre des arrêts (graphique)</i>	45
<i>Objet des arrêts rendus en 2009 et 2010 (listes et graphiques)</i>	47
<i>Décisions rendues en 2009 et 2010 (listes et graphiques)</i>	51
Ouverture	
– M ^e Francis TEITGEN, Ancien Bâtonnier du barreau de Paris, Président de l'Institut de formation en droits de l'homme du barreau de Paris (IFDHBP)	77
– Michel PUÉCHAVY, Avocat honoraire du barreau de Paris	81
– Paul TAVERNIER, Professeur émérite à l'Université de Paris Sceaux (Paris XI)	83
Rapports introductifs	
L'effet <i>erga omnes</i> des arrêts de la Cour européenne des droits de l'homme : l'exemple de l'arrêt <i>Salduz</i> , par Işil KARAKAŞ, Juge à la Cour européenne des droits de l'homme	85
Panorama de la jurisprudence « française » à Strasbourg en 2009 et 2010 dans la jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'homme (aspects quantitatifs et qualitatifs), par Paul TAVERNIER, Professeur émérite à l'Université Paris Sud (Paris XI), Directeur du C.R.E.D.H.O. (Centre de recherches et d'études sur les droits de l'homme et le droit humanitaire)	93
Commentaires	
Le bénéfice des dispositions de l'article 56-1 du code de procé- dure pénale à l'avocat inscrit à un barreau d'un pays de l'Union européenne et exerçant en France à titre occasionnel (arrêt <i>Xavier Da Silveira</i> du 21 janvier 2010) par M ^e Michel PUÉCHAVY, Avocat honoraire du barreau de Paris	111

Le contradictoire et l'oralité des débats (contestation d'honoraires d'avocat) (décision <i>Labbé</i>), par M ^e Michel PUÉCHAVY, Avocat honoraire du barreau de Paris	117
Les suites de l'arrêt <i>Ravon</i> de 2008. Les décisions rendues par la Cour européenne des droits de l'homme en 2010-2011 en matière de visites et saisies domiciliaires (arrêts <i>Société Canal Plus et autres</i> et <i>Compagnie des gaz de pétrole Primagaz</i> du 21 décembre 2010), par Emmanuel JAUFFRET, Conseil de Tribunal administratif, Rédacteur à la Sous-direction des droits de l'homme, Direction des Affaires juridiques du ministère des Affaires étrangères	131
Les conditions de détention (arrêts <i>Khider</i> du 9 juillet 2009 et <i>Raffray Taddèi</i> du 21 décembre 2010), par Jean-Christophe GRACIA, Sous-directeur des Affaires juridiques et du Contentieux, ministère de la Justice	141
La liberté d'expression et d'information en France sous le regard de la Cour européenne des droits de l'homme : arrêts rendus en 2009, 2010 et 2011, par M ^e Jean-Yves DUPEUX, Avocat au barreau de Paris	161
L'inaliénabilité du domaine public maritime devant la Cour de Strasbourg (arrêts <i>Depalle</i> et <i>Brosset-Triboulet et autres</i> du 29 mars 2010, par René HOSTIOU, Professeur émérite à l'Université de Nantes	169
La liberté d'association syndicale et les modalités d'action (« opération escargot » sur une autoroute) (arrêt <i>Barraco</i> du 5 mars 2009), par Jean-François AKANDJI-KOMBE, Professeur à l'École de droit de la Sorbonne, Université de Paris 1 Panthéon-Sorbonne	185
La garde à vue et les exigences de la Convention (arrêts <i>Medvedyev</i> du 29 mars 2010, <i>Brusco</i> du 14 octobre 2010 et <i>Moulin</i> du 23 novembre 2010), par Olivier BACHELET, Enseignant-chercheur, Collaborateur de la SCP Célice-Blancpain-Soltner	195
L'inscription au fichier judiciaire des auteurs d'infractions sexuelles. Confrontation des mesures de sûreté préventives de récidive à la Convention européenne des droits de l'homme (arrêts <i>Bouchacourt</i> , <i>M.B.</i> et <i>Gardel</i> du 17 décembre 2009), par Agnès CERF-HOLLENDER, Maître de Conférences à l'Université de Caen Basse-Normandie (CRDP, EA 967)	215
Mesures d'éloignement des ressortissants étrangers et violence virtuelle de la Convention (arrêts <i>Daoudi</i> du 3 décembre 2009, <i>Y.P.</i> et <i>L.P.</i> du 2 septembre 2010, <i>Boutagni</i> du 18 novembre 2010 et <i>B.A.</i> du 2 décembre 2010), par Justin KISSANGOULA, Maître de Conférences à l'Université Paris V-Descartes	239
Résumé des débats	269